

II. Le déferé préfectoral et les actes de droit privé : question de compétence ou de recevabilité? par Bernard STIRN (Concl. sur Cons. d'Ét. Section, 27 févr. 1987, 7 espèces, <i>Commune de Grand-Bourg de Marie-Galante</i> )	212
III. Nouvelles précisions jurisprudentielles, par Jean-Claude DOUENCE	219

Le retrait d'un passeport pour raisons fiscales constitue-t-il une voie de fait? (suite) par F. M.	223
--	-----

## Fonction publique

### Jurisprudence

Solutions jurisprudentielles, par André BALDOUS et Jean-Paul NEGRIN	225
---	-----

## Organisation et relations administratives

### Jurisprudence

## Les difficultés de l'astreinte administrative

I. L'astreinte et le problème de l'exécution des décisions juridictionnelles relatives à la réorganisation foncière, par Jacqueline MORAND-DEVILLER	240
II. L'exclusion de l'astreinte contre les personnes privées chargées de l'exécution d'un service public, par Xavier PRETOT	244

## Urbanisme et environnement

### Étude

La réforme du droit de préemption résultant de la loi du 23 décembre 1986, par Hugues PÉRI-NET-MARQUET	251
--	-----

<i>Actualité législative et réglementaire</i> par Patrick HOCREITÈRE	257
--	-----

## Droit administratif et droit constitutionnel

### **Le juge constitutionnel, le juge administratif et le juge des conflits : vers une harmonisation des jurisprudences**

I. L'application des décisions du Conseil constitutionnel par le Conseil d'État et le Tribunal des conflits (bilan provisoire), par Louis FAVOREU	264
II. L'autorité judiciaire gardienne de la liberté individuelle (une interprétation commune de l'article 66 de la Constitution par le juge constitutionnel et le juge administratif), par Marc FORNACCIARI (Concl. sur Cons. d'Ét. 9 juill. 1986, <i>Ville de Paris</i> )	280
III. Une qualification commune du juge constitutionnel et du juge des conflits : la qualification des redevances d'assainissement, par Jean MASSOT (Concl. sur Trib. confl., 12 janv. 1987, <i>Compagnie des eaux C. Soc. anon. Vetillard</i> )	284

### **Le Conseil constitutionnel et le principe de séparation des autorités administratives et judiciaires**

I. Réforme du droit de la concurrence et respect des règles et principes de valeur constitutionnelle (à propos de la décision n° 86-224 DC du 23 janv. 1987 du Conseil constitutionnel), par Bruno GENEVOIS	287
II. Le principe de séparation des autorités administratives et judiciaires n'a pas valeur constitutionnelle, par Louis FAVOREU	301

## Droit administratif et droit international

<i>Actualité législative et réglementaire</i>	305
<i>Actualité jurisprudentielle</i> par David RUZIÉ	310

## Droit administratif et finances publiques

### Étude

L'ordre de recette, acte charnière (2 <sup>e</sup> partie), par Pierre-Laurent FRIER	315
--	-----

<b>Arrêts récents du Conseil d'État</b> Période du 15 janvier 1987 au 15 mars 1987	331
---	-----

Pour les **tables** alphabétiques et chronologiques des textes de jurisprudence, voir en fin de numéro.

Les opinions émises dans la revue n'engagent que leurs auteurs.

400282



61060

# revue française de droit administratif

## **Aspects de la privatisation**

*L. Rapp, Y. Guyon, J. Massot*

**Le juge constitutionnel, le juge administratif et le juge des conflits :  
vers une harmonisation des jurisprudences**

*L. Favoreu, J. Massot, M. Fornacciarì*

**Le Conseil constitutionnel et le principe de séparation des autorités  
administratives et judiciaires**

*B. Genevois, L. Favoreu*

**Déféré préfectoral et contrôle des actes des collectivités locales**

*M. Roux, B. Stirn, J.-Cl. Douence*

**Les difficultés de l'astreinte administrative**

*J. Morand-Deville, X. Prétot*

## **Rubriques**

Actes unilatéraux et contrats

Biens et travaux

Collectivités locales

Contentieux

Droit administratif comparé et étranger

Droit public économique

Fonction publique

Organisation et relations administratives

Police - Libertés publiques

Responsabilité

Urbanisme et environnement

Droit administratif et droit communautaire

Droit administratif et droit constitutionnel

Droit administratif et droit international

Droit administratif et droit privé

Droit administratif et droit social

Droit administratif et finances publiques

Arrêts récents du Conseil d'État

(15 janv. 1987-15 mars 1987)

Correspondance concernant la rédaction

Revue française  
de droit administratif  
Daloz, 35, rue Tournefort  
75240 Paris Cedex 05  
Tél. : (1) 43 29 50 80

Biblioteca de la Corte Suprema	
N° de Orden	114227
Ubicación	2.74



Abonnements  
(Joindre paiement à l'ordre de Daloz-  
messageries aériennes sur demande.)

Abonnement annuel partant  
du 1<sup>er</sup> numéro de l'année  
6 nos 1987  
France et D.O.M. : 460 F  
dont T.V.A. 4<sup>ème</sup> : (17,69 F)  
Etranger : 530 F

Administration et abonnements

Daloz, 35, rue Tournefort  
75240 Paris Cedex 05  
Tél. : (1) 43 31 04 85

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

# revue française de droit administratif

## Table des matières

### Aspects de la privatisation

Les lois de privatisation et la « respiration » du secteur public, par Lucien RAPP ..... (commentaire des articles 7 de la loi du 2 juillet 1986 et 20 à 22 de la loi du 6 août 1986)	153
L'évaluation des valeurs mobilières à l'occasion des opérations de privatisation, par Yves GUYON .....	170
Le transfert partiel des actions d'Elf-Aquitaine, par Jean MASSOT ..... (Concl. sur Cons. d'Ét. Assemblée, 2 févr. 1987, MM. Joze et Bollon)	176

## Rubriques

### Actes unilatéraux et contrats

#### Jurisprudence

Sur le pouvoir du concédant de mettre fin unilatéralement au contrat de concession pour des motifs d'intérêt général : une convergence jurisprudentielle, par F. M.

(Obs. sous Trib. confl., 2 mars 1987, Société d'aménagement et de développement de Briançon-Montgenèvre C. Commune de Montgenèvre)

191

### Biens et travaux

#### Jurisprudence

La résiliation des contrats comportant occupation du domaine public, par Bernard STIRN (Concl. sur Cons. d'Ét., 23 juin 1986 (deux espèces). Thomas. Muséum d'histoire naturelle

194

## Collectivités locales

#### Jurisprudence

Le sursis d'exécution des décisions locales intéressant les libertés publiques, par Guy MELLERAY (Note sous Trib. admin. d'Orléans, ord. 3 oct. 1985, Préfet commissaire de la République du département d'Eure-et-Loir)

201

## Contentieux

#### Jurisprudence

### Déféré préfectoral et contrôle des actes des collectivités locales

I. Le recours gracieux et les actes des collectivités locales, par Michel ROUX (Concl. sur Cons. d'Ét., 18 avr. 1986, Commissaire de la République d'Ille-et-Vilaine)

206